

COMMUNIQUÉ

Le ministère engage discrètement ses cadres dans la poursuite des suppressions massives de personnels De la nécessité du combat syndical

Le ministre de l'Éducation nationale a récemment réuni les recteurs et les inspecteurs d'académie DSDEN pour leur exposer l'objectif principal des années scolaires à venir en termes de postes à supprimer. En langage communicant et technocratique, celui-ci s'énonce de façon suivante : « *mobiliser les gisements d'efficience visant à respecter la contrainte du non-remplacement d'un départ sur deux pour la période 2011/2013, sans dégrader les performances globales.* » Qu'en termes gracieux la chose est dite !

À l'instar de toutes les politiques publiques, le dogme du « *non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux* » constitue l'axe directeur de la politique éducative du gouvernement, depuis maintenant trois ans. Cette fois, pour y parvenir, chaque type d'emploi est identifié et des pistes de suppressions de postes sont dégagées : augmentation du nombre moyen d'élèves par classe, réduction des postes administratifs, disparition annoncée des RASED par la fermeture des postes de psychologues scolaires et de maîtres G, implantation d'enseignants E sédentarisés dans les seules écoles en ZEP, regroupement des établissements de petite taille pour rentabiliser les moyens, généralisation du recours à des personnels non titulaires pour assurer les remplacements, transformation de postes ou d'HSA en HSE, abandon de la scolarisation des « 2 ans », des IDD, etc. La liste est longue et effrayante.

Sans doute, mode de « *management moderne* » oblige, on veillera à solliciter les « *propositions* » de l'encadrement intermédiaire. Aux inspecteurs du premier degré, on demandera où l'on peut « *sédentariser* » les maîtres de RASED, où « *mutualiser* » les secrétariats et les conseillers pédagogiques ou les animateurs informatiques, mais aussi d'étudier des mesures de carte scolaire en augmentant la taille des classes... Il appartiendra aux inspecteurs du second degré de proposer une carte « *rationnelle de l'offre de formation* ». Aux uns et aux autres, on réclamera « *d'accompagner* » ces politiques sur le terrain, car l'habillage pédagogique viendra évidemment ensuite, après, le moment venu, pour tout justifier... Pour l'instant, et dans ce qui peut constituer un reste de conscience morale, il est simplement demandé de ne pas « *dégrader les performances globales* ». Surtout, on attend de la part des inspecteurs la plus grande « *loyauté* » (synonyme ici d'allégeance) à l'égard de leurs supérieurs : la modernité revendiquée du discours n'empêche en rien le recours aux pratiques féodales.

On saisit pourtant la vérité d'un discours euphémisé à l'extrême au détour de propositions plus crues comme celle-ci : « *une augmentation de 1 élève par classe en moyenne devrait se traduire, au niveau national, par une économie de près de 10 000 classes* », ou cette autre « *Il s'agit pour l'académie de rechercher les gains de dotation potentiels liés à la rationalisation de la carte des formations* ».

Pour les années à venir, si l'inspection pédagogique entend garder ne serait-ce qu'une once d'indépendance intellectuelle pourtant consubstantielle à l'exercice de la fonction, il est nécessaire que chaque inspecteur — quels que soient son grade, sa fonction et le niveau auquel il intervient — prenne la mesure de l'urgence de rejoindre le combat syndical du SNPI-FSU pour un système éducatif plus juste, plus humain, plus soucieux de progrès. Il est nécessaire que chaque inspecteur refuse mensonges et manipulations ainsi que le soutien à une politique de démantèlement de la fonction publique aux conséquences désastreuses, d'abord pour les enseignants dont le souci essentiel demeure la réussite de tous, mais surtout pour l'ensemble de la population : jusque-là n'avaient été tentées que des transformations partielles ; cette fois-ci, c'est un ensemble de mesures dont les conséquences seront désastreuses pour la réussite scolaire des élèves. Le système éducatif déjà ébranlé par les mesures précédentes n'a jamais été aussi gravement menacé.